



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

déficits publics

Question au Gouvernement n° 1473

Texte de la question

SITUATION DES COMPTES PUBLICS

M. le président. La parole est à M. Jérôme Cahuzac, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M Jérôme Cahuzac. Monsieur le ministre des comptes publics - et, depuis peu, de la fonction publique -, les ouvrages de Léon Blum et de Jean Jaurès font manifestement partie de la bibliothèque, sinon du Président de la République, du moins de celui qui lui écrit ses discours. Votre promotion au sein du Gouvernement témoigne à l'évidence de la confiance dont vous êtes investi ; pourriez-vous alors leur conseiller à tous deux de relire Pierre Mendès France, et leur rappeler que c'est lui qui déclara : " Des comptes en désordre sont le signe de nations qui s'abandonnent " ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Seuls trois gouvernements ont fait diminuer l'endettement du pays au regard de la richesse produite : ceux de Michel Rocard, de Lionel Jospin et de Dominique de Villepin.

Cette année, notre pays va emprunter 250 milliards d'euros : 100 milliards pour rembourser le capital, 120 milliards pour apurer le déficit de l'État, 20 milliards pour la sécurité sociale et 10 milliards pour les collectivités locales - ce qui doit d'ailleurs amener à relativiser les accusations selon lesquelles ces collectivités, et donc les élus locaux, contribueraient fortement à l'endettement de notre pays.

Monsieur le ministre, la Cour des comptes indique quatre pistes pour résorber cet endettement considérable - au 31 décembre 2008, sans compter donc les 250 milliards supplémentaires de cette année, il était de 1 327 milliards d'euros.

Or il est illusoire d'espérer le retour de la croissance avant 2012 ; il ne faut pas compter sur l'inflation ; et le lancement d'un grand emprunt ne témoigne pas d'une volonté réelle de diminuer la dépense publique - sauf naturellement s'il est réservé à l'investissement, ce qui n'est pas le cas des emprunts que nous contractons actuellement : depuis 2002, ils servent à payer les dépenses courantes et depuis 2008, à payer les intérêts de la dette.

Monsieur le ministre, le président du groupe UMP a proposé la fiscalisation des indemnités journalières pour accidents du travail et l'augmentation des cotisations de retraite des fonctionnaires. Êtes-vous favorable à ces deux mesures ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État.

M Éric Woerth, *ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État*. Je vous rassure : ni les comptes ni la nation ne s'abandonnent ! Bien au contraire, ils se battent. Je ne sais pas, d'ailleurs, si vous avez des idées, mais, c'est une certitude, vous avez de la suite dans les idées : vous m'avez posé trois fois la question hier lors du débat sur la loi de règlement, et j'ai déjà tenté de vous répondre.

M. Jérôme Cahuzac. Ce n'est pas vrai !

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Bien sûr que c'est vrai ! Je ne voudrais pas dire que vous étiez parti - mais en tout cas je l'ai fait.

Vous faites référence aux conclusions des états généraux de la dépense publique qui ont été organisés, et bien organisés, par le groupe UMP - ce dont je le remercie -, sous la présidence de Jean-François Copé et avec la bienveillante expertise de Gilles Carrez. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP. — " Et il est où, Copé ? " sur les bancs du groupe SRC.*) Franchement, bravo ! J'aimerais que le groupe socialiste en fasse

de même : travaillez, proposez ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. — Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Dites-nous donc comment vous voyez l'évolution de la dépense publique ! Toutes vos propositions ne conduisent qu'à une seule chose : augmenter les dépenses de fonctionnement. Relisez ce qui vous sert de programme : c'est comme cela que c'est rédigé ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

Travaillez, au lieu de critiquer ! Alors, il pourra y avoir un débat républicain entre une majorité, que je salue, et une opposition digne de ce nom. (*Vives protestations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Daniel Vaillant. Pour qui se prend-il ?

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Les propositions du groupe UMP vont effectivement très loin. C'est une bonne chose : elles n'ont pas à rencontrer de tabous. Elles posent un certain nombre de questions : que les députés UMP se posent des questions que l'ensemble des Français se pose est une bonne chose.

Nous avons un débat, national : il porte sur l'avenir de la France. Il sera clos au mois de novembre.

Plusieurs députés du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. C'est fini !

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Éric Woerth, *ministre du budget*. Nous ferons alors en sorte que les questions des dépenses d'investissement et du déficit de fonctionnement soient à l'ordre du jour. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jérôme Cahuzac](#)

Circonscription : Lot-et-Garonne (3^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1473

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat

Ministère attributaire : Budget, comptes publics, fonction publique et réforme de l'Etat

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er juillet 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 1er juillet 2009